

LE FAIT DU JOUR

Pourquoi les profs se mobilisent tant

Ils sont une des professions les plus touchées par la réforme. Selon des estimations, ils pourraient perdre de 300 à 600 € de retraite par mois. D'où une mobilisation qui promet d'être très forte jeudi.

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

« **ATTENDONS** d'avoir les paramètres de la réforme pour faire des simulations ! » supplie-t-on au ministère de l'Éducation nationale. Las, les simulateurs en ligne fonctionnent à plein régime depuis quelques jours dans les salles des profs. Ils ont achevé de convaincre nombre d'enseignants de rejoindre le cortège des opposants à la réforme des retraites, ce jeudi, épouvantés qu'ils sont par l'éventualité d'une baisse drastique de leurs pensions.

Hervé*, 53 ans, professeur en lycée après un début de carrière comme instituteur, craint de perdre « 500 € de retraite ». Il sera en grève ce jeudi, comme la moitié des professeurs de son lycée, Victor-Duruy, dans le chic VII^e arrondissement parisien. Au lycée Arago de Ville-neuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), des petits papiers ont fleuri sur la moitié des casiers des enseignants, la semaine dernière. Leur message : « En grève le 5 ».

« Une retraite inférieure à notre salaire de début de carrière ! »

Selon les prévisions des principales organisations syndicales, le taux d'absents dans les collèges et les lycées pourrait avoisiner les 60 % jeudi. Dans le primaire, où s'empilent les colères depuis de longs mois, plus d'une école sur trois pourrait rester fer-

mée. Une mobilisation particulièrement forte, à la hauteur d'une inquiétude palpable dans les salles des profs. « On fait un métier avec déjà peu de reconnaissance sociale, pas bien rémunéré, et maintenant, la perspective, c'est de se retrouver avec une retraite inférieure à notre salaire de début de carrière ! » s'insurge Marie-Hélène Plard, enseignante à Lille-Saint-Denis et porte-parole du syndicat Snuipp en Seine-Saint-Denis. Dans ce département, le taux de grévistes culmine à 82 % « et la question d'une reconduction dès ce vendredi se pose très sérieusement dans plusieurs écoles », remarque-t-elle.

« On ne peut pas accepter cette réforme : on sait qu'on va perdre de l'argent, de façon très claire », martèle Francette Popineau, la porte-parole du principal syndicat des enseignants du premier degré, qui estime un trou dans la retraite des professeurs « entre 300 et 600 € par mois » si le nouveau système se mettait en place, sans compensation.

Des chiffres à prendre avec prudence, étant donné le nombre encore élevé d'inconnues dans l'équation des retraites. Mais ils révèlent un constat implacable, partagé y compris par le gouvernement : les enseignants sont parmi ceux qui ont le plus à perdre, dans le nouveau système consistant à indexer le niveau de la retraite sur l'en-

semble des sommes gagnées au cours de la carrière.

Actuellement, ils perçoivent un salaire modeste, au regard de leur niveau de diplôme (bac + 5) et la profession, féminine à 83 % dans le premier degré, est particulièrement touchée par les interruptions de carrière et les temps partiels. Leur traitement démarre à 2 067 € brut, selon la grille 2020 du ministère de l'Éducation nationale. Si on les compare aux autres cadres de la fonction publique, ils touchent aussi très peu de primes, mais jouissent en compensation d'une retraite équivalente à 76 % de leur salaire en fin de carrière. Soit 2 850 € brut pour les professeurs des lycées, et 2 504 €, pour leurs collègues des écoles, selon des chiffres de la direction des ressources humaines de l'Éducation nationale.

Comment trouver un nouvel équilibre ? Au ministère de l'Éducation nationale, où seront reçues aujourd'hui les principales organisations syndicales, pour un troisième tour de « diagnostic » sur la situation, on assure que l'objectif est de « garantir aux enseignants le même niveau de pension que d'autres corps équivalents de la fonction publique », avec une enveloppe



conséquence de primes, notamment pour les professeurs des écoles, aux revenus les plus faibles.

Mais la promesse est reçue avec d'autant plus de méfiance par les organisations syndicales qu'elle s'inscrit dans un cadre plus large : la refonte complète du « métier d'enseignant au XXI^e siècle », selon la formule du ministre Jean-Michel Blanquer. Comprendre un vaste marchandage dans lequel seront aussi mis en balance, outre le salaire, le temps de travail et les missions des enseignants. Un vrai chiffon rouge. « Si les termes de la discussion sont de travailler plus ou gagner moins, ce n'est pas acceptable », prévient Sophie Venetay, professeure d'économie en lycée, et secrétaire générale adjointe du syndicat Snes. « C'est d'une maladresse sans nom, au regard des difficultés qu'on connaît : le système scolaire est déjà tenu à bout de bras par des gens épuisés », soupire Francette Popineau.



**La question
d'une reconduction
dès ce vendredi
se pose très
sérieusement dans
plusieurs écoles**

MARIE-HÉLÈNE PLARD,
PORTE-PAROLE DU SYNDICAT SNUIPP
EN SEINE-SAINT-DENIS



Selon les prévisions, 60 % des professeurs du secondaire devraient rejoindre les rangs des grévistes jeudi et une école sur trois pourrait rester fermée.